

editorial

Un nouveau foyer d'expérimentation

Au départ, les AMAP, associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, sont nées d'une réflexion pour venir en aide à des maraîchers en difficulté. Mais dans la pratique, le brassage des idées qui en sort permet d'envisager beaucoup plus...

Car les AMAP participent au débat sur la nécessaire relocalisation de l'économie. Une démarche qui dépasse le cercle des mouvances altermondialiste, écologiste, décroissante... Ceci afin de diminuer notre empreinte sur la planète, mais aussi pour diminuer l'exploitation des peuples du sud (néocolonialisme). Aujourd'hui, la relocalisation semble un instrument plus efficace que les tentatives pour redéfinir un commerce équitable ou un tourisme solidaire.

Comme le souligne Claire Lamine dans l'interview page 12, il y a de grandes similitudes entre les groupes qui sont impliqués dans les AMAP et les SEL, Systèmes d'échanges locaux. Certaines AMAP réfléchissent même à la possibilité d'échanger du travail agricole contre des paniers pour lever le frein financier que peut représenter l'achat à l'avance de la nourriture.

Dans un contexte où l'agriculture mondialisée se veut industrielle, les AMAP se multiplient et se diversifient, ici comme dans d'autres pays. En écologie scientifique, c'est un signe de bonne santé : plus un milieu est complexe, plus il est capable de s'adapter, d'évoluer, de progresser. On peut dès lors s'interroger sur la volonté de déposer le nom comme une marque. A vouloir protéger la démarche, on risque de la stériliser. Le dossier que nous proposons sur les AMAP cherche à favoriser les réflexions et expérimentations politiques entre ces pratiques.

Michel Bernard ■

La plupart des photos qui illustrent ce dossier sont de Francis Blaise, photographe à Marseille et membre du collectif *Contre-Faits*. www.contre-faits.org



Tout autour de la Terre

page 5



Un mouvement social ?

page 12

Tout autour de la Terre

de Christophe Goby

5

A chacun sa grande distribution

de Jean Tonnerre

9

Démarquons-nous

de Michel Bernard

11

Un mouvement social ?

Entretien avec Claire Lamine

12

dossier

Tout autour de la Terre

A Aubagne (Bouches-du-Rhône) du 26 au 30 janvier 2008, des Amap (France) des Teikei (Japon) ou des Reciproquos (Portugal) se sont rencontrés pour échanger et lancer de nouveaux projets de solidarité entre producteurs et consommateurs.

“**J**e suis un citoyen, je ne connais rien à l'agriculture” commence Joseph Richard-Cochet salarié d'Urgenci et membre de l'Amap des Chartreux à Marseille. Depuis qu'il dirige les opérations de pilotage, les choses se sont améliorées pour lui et le monde rural lui semble moins opaque. Il a réuni des Amap du monde entier, mis à part l'Amérique du Sud, sous l'égide d'Urgenci, association dont l'objectif est la liaison entre producteurs et consommateurs. Urgenci est née à Pamela (Portugal) lors d'un précédent colloque avec des Amap. Aujourd'hui basée à Aubagne, l'association est soutenue par des financements de la ville auxquels s'ajoutent ceux de la région et de la communauté d'agglomération. C'est une carte que joue Aubagne depuis longtemps : Paix sociale, paix municipale dans cette ville communiste où les entreprises sont légion. Urgenci se donne aussi pour fonction la nécessaire et urgente conservation de la biodiversité avec l'aide de l'institut Vavilov de Saint-Petersbourg.

Joseph Richard-Cochet répond en anglais aux japonais qui sont membres d'une Teikei, une sorte de grosse Amap, plus proche de la coopérative que des associations pour le maintien de l'agriculture paysanne. Il indique la salle de conférence aux américains des *Community Supported Agriculture* et s'étonne devant des Québécois qu'il n'y ait plus de café : Tabernacle ! Le café n'est pas équitable non plus.

“Une Amap, c'est déjà déséquilibré” m'explique Joseph ; un producteur et quarante familles, cela explique la présence plus ou moins accrue des consom-acteurs lors de ce round d'Urgenci.

Ça commençait mal avec la sympathique mairie communiste d'Aubagne qui offrait un repas “industriel”, et des couverts en plastique à la fine fleur de l'écologie urbaine. Daniel Fontaine a beau avoir été un soutien à Bové, ses services ont préparé de la nourriture pas vraiment alter. Toutefois lui et son équipe ont déclassé une zone constructible en zone agricole : 20 ha dont deux sont revenus pour la création d'une Amap. La chose est assez rare pour être soulignée en PACA. A l'Agora d'Aubagne on râle un peu, mais on mange malgré tout le repas ouvrier. Car comme le dit Joseph “Si c'est Sylvia Barthélemy, la candidate de droite qui passe, on dégage en trois heures !”

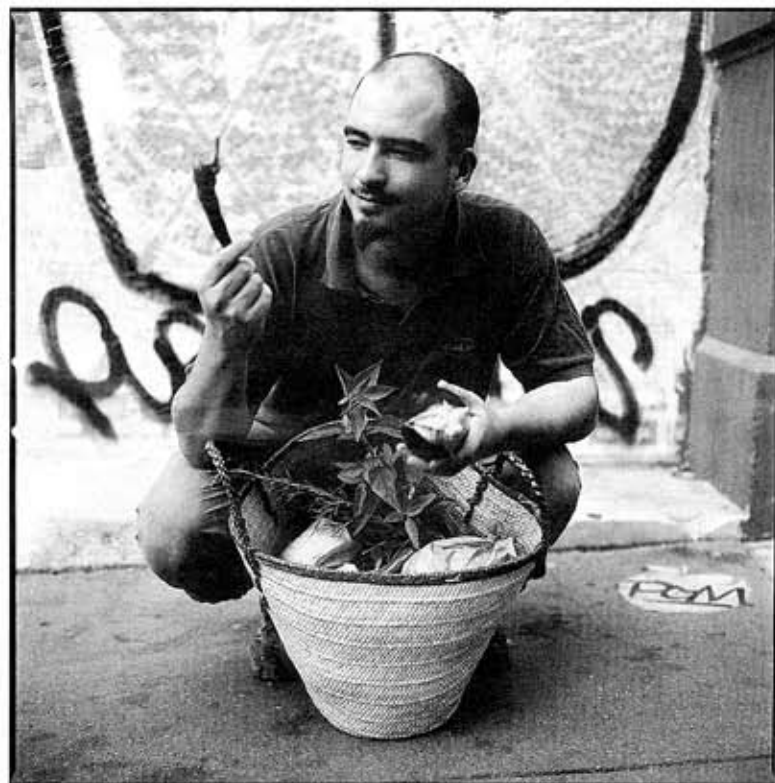
Les représentants de toutes ces Amap sont des esprits constructifs qui ne s'arrêtent pas à ce genre de détail, même si Jocelyn Fort, maraîchère vers Nîmes, ne s'en laisse pas conter et peste contre ce manquement : “Comme s'il n'y avait pas assez de producteurs bio à Aubagne !” Elle est pourtant ravie de ces rencontres et héberge un couple de Portugais membres des Reciproquos : José Gomes, un apiculteur, et une consommatrice du sud, Idalia José, appartenant au *Conselho de Odemira*. Entre Douro et Tage, ces Reciproquos sont des projets soutenus par l'Europe et le ministère de l'Agriculture portugais pour revitaliser les terres abandonnées, notamment dans les plaines du Sud ou les montagnes du Nord. Ici on prend son Cabaz, l'équivalent du panier hexagonal. “Les produits sont traditionnels” affirme Idalia, mais pas biologiques. Un producteur commence cette année. José raconte sa région de Sao Pedro do Sur désertifiée et comment les agriculteurs ont mis en place avec le projet *Criar Raizes* (Créer Racines) une boutique, une vente aux hôtels et des paniers délivrés à Viseu, une ville de 50 000 habitants toute proche.

➤ Equiterre, 2177, rue Masson, bur, 206, Montreal, Quebec H2H 1B1, www.equiterre.org.

➤ Reciproquo Taipa, Traversa do Miradouro N 1, apratado 70, 7630-187 Odemira, Portugal, tél : 283 320 020, taipa@taipa-desenvolvimento.

➤ Japan Organic agriculture Association, Hongo 3-17-12-501, Bungyo-ku, Tokyo 113-0033, Japon, www.joaa.net, info@joaa.net.

➤ Urgenci, 5 rue Jean-Jacques-Rousseau, 13400 Aubagne, tél : 04 42 32 05 75, www.urgenci.net.



Supprimer les intermédiaires

Le facteur biologique semble inversement proportionnel à l'industrialisation du pays. Ainsi les Teikei japonais, qui pour nombre d'entre eux sont restés de petites structures, malgré la taille de certains comprenant pas moins de 10 000 personnes trahissant l'esprit des fondatrices, sont tous en bio mais sont opposés à la certification décidée par l'Etat. Teikei signifie « partenariat » et s'interdit les intermédiaires et les organismes de contrôle qui coûtent cher. Le Teikei s'appuie comme dans la tradition japonaise sur trois piliers reconvertis en trois grands principes ; recycler, réutiliser et réduire. Comme la miniaturisation dont est le fer de lance ce pays à l'étroit sur ses quatre îles. Les Teikei naissent en 1965, suite au scandale de Minamata, du mercure retrouvé dans le lait et qui fait ses premières victimes alors. "Le visage du paysan" sur la bouteille de lait devient le symbole d'un nouveau rapprochement du consommateur avec le producteur. Un foyer sur quatre au Japon s'alimente avec ce système.

Comme l'explique Shinji Hashimoto, un livre a bouleversé les Japonais en 1975 : "Fukugouosen", *Pollution Complexe*. Depuis, leur regard a changé et la méfiance s'est installée vis-à-vis des institutions. Ils ne perçoivent donc ni subventions, ni ressources du monde des affaires. Shinji Hashimoto est fermier. Il s'oppose aux grands Teikei, sortes de centrales d'achats dérivées de ces struc-

tures. Il a été élu au comité international qui se compose d'au moins un membre de quatre continents.

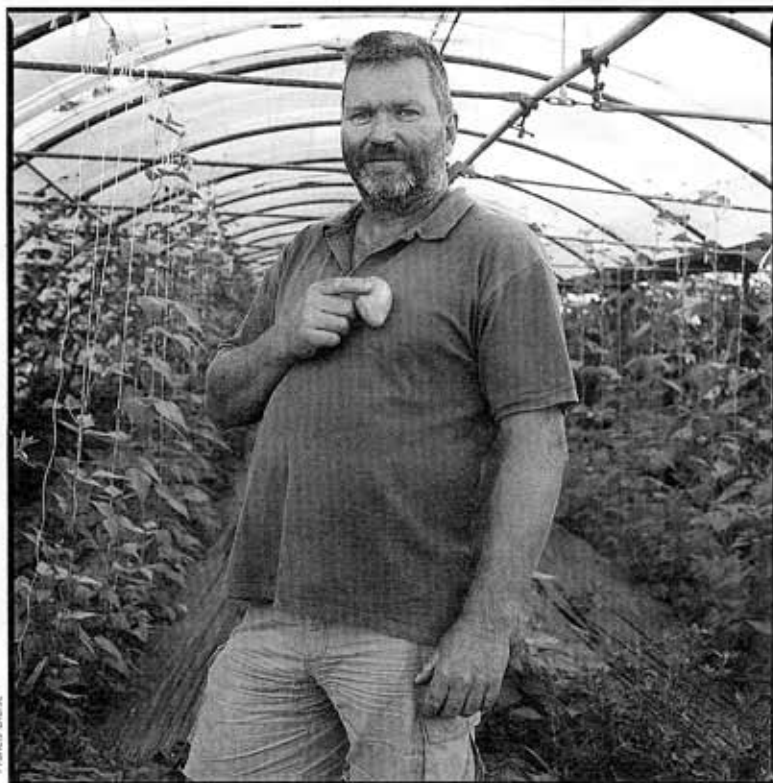
On est moins exigeant du côté d'Alliance Provence qui reçoit des aides des conseils régionaux et généraux. Mais la France mêle la politique à tout, comme le reproche les Québécois d'Equiterre qui ont mis en place les ASC (Agriculture soutenue par la communauté) des fermes en réseau ou les consommateurs avancent l'argent et deviennent donc des partenaires. Il faut reconnaître que si le succès — par exemple en Estrie — des paniers bio se confirme, c'est aussi parce que le Canada a souffert très tôt de la contamination OGM.

"Les Occidentaux inventent ce qu'ils ont supprimé chez nous !"

En Afrique le démarrage des Amap est plus lent. On compte le Cameroun, le Mali et le Togo d'où vient Pierre Kpebou qui est devenu agriculteur après une formation de comptable. Sans travail il est revenu à la terre près d'Amlamé. "On livre le gombo, le piment et le haricot sous un Apacam". Quatre de ces « deuxièmes bureaux » sont à Hietro, Adiva, Agadi et Amlamé. C'est à Edith Vuillon que le Togo doit en partie son lancement dans l'Amapisme, discipline non-olympique mais où l'on bat aussi des records. Dans ce pays long comme un haricot et dirigé par une main de fer par le clan Eyadema, des mains vertes se font jour : 102 agriculteurs fournissent 162 familles ! "C'est que chez nous, une famille c'est au moins dix personnes" s'esclaffe Oumar Diabaté (1), qui est venu, lui, du Mali. Installé à Bamakoro, il est venu observer et comprendre car ils n'ont fait qu'une distribution dans son Amap. Oumar s'étonne des SEL, Systèmes d'échanges locaux, et explique à Pierre qui s'écrie "C'est quoi ça ? Les Sels, c'est ce que les Occidentaux ont supprimé en arrivant chez nous : le troc !".

Oumar semble très critique vis-à-vis de la politique agricole. Ce vétérinaire constate les dégâts de la révolution verte soutenue par Amadou Toumani, le président malien, et financée par la nébuleuse fondation Sasakawa Global 2000. Essais sur les hybrides, bateaux d'engrais qui arrivent au Port autonome de Lomé, 4X4 de cette ONG qui sont légion dans toute l'Afrique de l'Ouest, inquiètent grandement nos cultivateurs. Il y a de quoi quand on sait que cette fondation, la plus riche du monde, est l'œuvre selon certaines sources d'un ancien criminel de guerre qui se nommait lui-même "Le fasciste le plus riche du monde". Pas précisément un ami de l'Afrique. D'autant que la révolution verte prônée par un esprit fort tel que Normand Borlaug, encore un prix Nobel, n'est révolutionnaire que par les cycles de ses échecs et n'a de vert que la couleur

(1) Elu au comité international avec Elisabeth Atengana du Cameroun.



Franch Blaise



Francis Bihler

du billet d'un dollar, puisque ce concept ne poursuit qu'un objectif : la productivité. " *Deux types de culture existent au Mali : le coton industriel et les cultures vivrières tels que le sorgho ou le riz*". Ce coton qui appauvrit tant les sols. D'après lui, un phénomène comparable à ce qui s'est passé en France se produit : " *Mes enfants ne veulent plus manger du Tô [ndlr : galette traditionnelle à base de maïs ou de mil], ils veulent du riz !*" Au Togo, Pierre Kpebou rappelle que tous les membres de l'Amap sont des fonctionnaires, pas encore des bobos comme il est de coutume d'entendre en France.

Green Guerillas

Plus au nord et plus urbanisés, nos voisins belges ont créé une fois les Foodteams, des sortes d'équipes de *food* décidées à résister au marché libre. Mais la partie est à trois, les paysans dans leurs buts, les consommateurs dans les cages en face et l'arbitre Foodteam, lui-même. La crise de la dioxine en 1999 en Belgique a donné le coup d'envoi des foodteams qui se comptent par cen-

taines désormais. Le plat pays n'étant guère plus grand que quelques terrains de foot, il y est assez difficile de trouver du foncier.

New-York fait figure de tête de pont au pays de Mac Donald et de Monsanto. Des CSA (Community Sustained Agriculture), prédécesseurs des AMAP, patronnés par l'organisation *Just Food* organisent des relations paysans-producteurs mais installent aussi des jardins communautaires avec l'aide de groupes tels que les *Green Guerillas*. Les habitants du Bronx ou de Manhattan déplorent la disparition de 67 % des exploitations agricoles en 20 ans. Si près de la bourse de New-York, ils ont maintenu un système d'achats d'actions et développent des *villes poulets* afin de relancer ces fameux "Chicken". Plus de 1000 CSA s'étalent sur le continent nord-américain.

La bataille du foncier

Dans les salles de travail on s'oppose parfois. Alliance Provence, dépositaire du terme AMAP, souhaite des certifications plus strictes, alors que

À lire

Les fils de la Terre

Jinpachi Mōri
et Hideaki Hataji
Ed. Delcourt
2007 - 634 p.
(en trois volumes)

Sous forme d'un manga, avec la violence des relations, les dessins simplifiés, une passionnante histoire : un jeune fonctionnaire est envoyé par son ministère dans un lycée agricole pour mettre en place un programme qui inciterait les jeunes à devenir agriculteur, le Japon dépendant de plus en plus d'importations pour son alimentation. Dans le premier tome, Shuntaro Natsume se heurte aux villageois et découvre que les anciens paysans font tout pour décourager les jeunes. Dans le deuxième volume, il part avec un jeune à la recherche d'exploitations qui fonctionnent et découvre l'agriculture biologique, les paniers en vente directe comme nos AMAP, l'accueil paysan... Dans le troisième volume, il revient au premier village et découvre que de jeunes femmes ont mis en place une coopérative et un accueil à la ferme. Il quitte alors son travail pour lui aussi s'installer à la campagne. Bizarre par la forme (violente), mais fort intéressant sur le fond. MB.



bien des groupes régionaux se sont organisés sur des modes de confiance auto évalués (2). Lors d'une présentation de produits détergents vendus en AMAP, une consommatrice de Chambéry conteste la provenance de produits exotiques dans l'élaboration des lessives. Posant la question des rapports nord-sud, elle insiste "A Chambéry j'entends des analyses racistes dans la filière bois-énergie". Et, ajoute-elle ironiquement, pourquoi pas des Amap dans la téléphonie ?

Sur le foncier, chacun y va de sa solution. Un ouvrier agricole de Vitry voit dans les coopératives de production financées par les collectivités le seul recours pour accéder à des terres en banlieue parisienne. Selon lui, dans une Amap on retrouve le même déséquilibre que dans l'agriculture conventionnelle.

Fabrice Thullier du GERES, une ONG qui travaille à la valorisation, la conservation et les transports de l'alimentation, s'alarme des agrocarburants qui ne seront développés qu'en Afrique de l'Ouest selon lui car le foncier n'est pas accessible en Europe. Il évoque la culture du *Jatropha*, le nouvel or vert qui pourrait se substituer au diesel en prenant racine sur des terres en culture extensive. Ce nouvel or vert n'est-il donc pas un nouveau mirage ? Est-ce que les éleveurs maliens ont vraiment envie d'être dépossédés de pâturages au profit de champs en monoculture ?

(2) Voir article de Jean Tonnerre, du Ravi, ci-après.

(3) Imprécision qui vient du fait que de nombreuses AMAP fonctionnent indépendamment de toute coordination.



La bio contre les OGM

Somme toute, les participants ont regretté l'absence de formation spécifique à l'agriculture biologique, sans s'en étonner puisque les chambres d'agriculture en France sont très majoritairement dominées par la FNSEA. Ce que souligne Dominique Florian, agricultrice-formatrice ainsi qu'un jeune maraîcher de Vesoul qui a dû se former tout seul. La lutte contre les transgéniques restant un socle commun de toutes ces associations, même si au Portugal on est encore peu sensibilisé au sujet, malgré le premier fauchage OGM l'été dernier d'un hectare de maïs près de Silves. Reste qu'aucune organisation agricole n'était présente. Autant *Urgenci* et certaines Amap souhaitent entrer en relation avec les institutions pour augmenter ce type de structure, autant d'autres, et notamment les absents, ne veulent à aucun prix mêler l'Etat ou les collectivités locales à ce qui, pour eux, est déjà un départ du système marchand. Qu'on pense à cette Amap du Puy-de-Dôme, fondée par des organisations de gauche anti-OGM et qui a innové en accordant le prix du panier au revenu. En Provence les divisions ont donné lieu à une réorganisation à trois. Toutes prônent la reconversion des paysans vers une agriculture diversifiée et respectueuse de l'environnement, mais chacune à sa manière. En tout cas "malgré des difficultés interculturelles" comme me le précise Joseph Richard-Cochet, l'assemblée générale a su définir des objectifs pour les deux prochaines années et élire huit membres sur quatre continents afin de promouvoir cette forme d'agriculture et sa diffusion.

Une nébuleuse en expansion

La France compte entre 500 et 750 Amap (3) comprenant en moyenne 40 familles chacune. Un peu partout naissent des structures de ce type, de la Roumanie jusqu'en Malaisie. Globalement ce sont les classes les plus aisées "culturellement" qui s'y inscrivent. A ceux qui y voient un mouvement de repli sur soi et sur son estomac, comme une aporie alimentaire, les Amapiens répondent par des ponts jetés entre les continents et par des liens solides avec le monde rural souvent perdu, tel un paradis à la Milton. Un monde où comme disait le frugal Cicéron : "Il faut manger pour vivre et non pas vivre pour manger". Formule heureuse reprise par Molière après des vers d'Harpagon dénigrant la dépense. Tel pourrait être un des reproches à faire à ces partenariats entre producteurs et consommateurs : "Que diable, toujours de l'argent !" Car enfin, se mange-t-il ?

Christophe Goby ■

A chacun sa grande distribution

Fin janvier 2008, Aubagne a troqué ses santons pour devenir, l'espace d'un week-end, capitale mondiale des Amap. Un tour du monde des pratiques qui aura peut-être servi à démêler l'incroyable salade qui continue de secouer les paniers de légumes en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Coux, poireaux, carottes, betteraves, courges, tels sont les légumes qui garnissent en cet hiver le panier des adhérents des Amap. Vous savez ? Ces collectifs de consommateurs qui prêchent, en s'abonnant, la récolte d'un agriculteur qui s'engage à leur livrer un lot de légumes et de fruits toutes les semaines... Enfin, on ne devrait plus dire *Amap* depuis le 1er janvier 2008. Sauf pour ceux qui sont restés chez *Alliance Provence*, l'association officielle qui fédère les Amap de PACA et en a déposé le nom. Mais ceux qui en sont partis, ceux qui se sont rattachés à *Créamap* (Centre de ressources pour l'essaimage des associations pour le maintien de l'agriculture paysanne en France), fondé en juin 2007, ou au *Panier Marseillais*, créé

en novembre 2007, n'ont plus le droit d'utiliser ce terme. Vous suivez ? Non, c'est normal. Jamais une idée aussi simple que l'Amap n'aura provoqué autant de passions et de complications. Aujourd'hui, dans la seule région PACA, pas moins de trois structures se tirent donc la bourre pour fédérer les fans de blettes.

Un an après le psychodrame qui a secoué *Alliance Provence* lors de son assemblée générale extraordinaire à Signes dans le Var (1), la situation s'est-elle franchement arrangée ? "Nous maintenons le cap, affirme Gaëtan Vallet, nouveau coordinateur régional de l'association, recruté en septembre dernier notamment pour "assainir la gestion". Nous avons lancé un vaste programme de restructuration de notre organisation, en mettant en place des

(1) *Alliance Provence* a été mis en redressement judiciaire suite à des plaintes d'adhérents. Lire *le Ravi* n°40, Avril 2007, page 4.





Marie Clerix

Denise et Daniel Vuillon, ont lancé la première Amap en France. Ils ont concrètement aidé à mettre en place une cinquantaine d'AMAP (voir S!ence n° 342).



Marie Clerix

Préparation des semis, Amap des Olivades.

évaluations participatives, pour aider les agriculteurs et les consommateurs à se rapprocher des objectifs de notre charte. Nous avons toujours le soutien des pouvoirs publics (région, conseils généraux, structures intercommunales) et nos adhérents sont stables par rapport aux années précédentes". Soit. Sauf qu'avec 50 Amap adhérentes, Alliance Provence est loin de faire le plein des 130 structures qui existent en PACA.

map reste pour l'instant un réseau de compétences autour des Vuillon, figure tutélaire des Amap puisque ce sont eux qui ont ramené l'idée d'un voyage à New-York en 2001, eux qui ont créé la première Amap avec des consommateurs d'Aubagne, eux encore qui ont créé dans la foulée Alliance Provence, avant d'en claquer la porte l'année dernière, après un énième épisode digne des rebondissements de... "Plus belle la vie". "Aujourd'hui, avec Créamap, on se concentre sur l'essentiel, déclare, de sa voix tonitruante, Daniel Vuillon. Favoriser la création d'Amap pour aider les agriculteurs à se reconverter. La vérité doit rester à la terre, pas dans des associations de parade comme Alliance Provence ou le Panier Marseillais".

Troisième acteur récent du monde impitoyable des Amap en Paca, le Panier Marseillais regroupe une quinzaine d'Amap déçues d'Alliance Provence dans la cité phocéenne. "Notre objectif est simple, précise Monique Diano, animatrice de l'Amap de Notre Dame-du-Mont. Faire ce que n'a jamais réussi à réaliser Alliance Provence : aider les agriculteurs des Amap à réussir leur reconversion vers une agriculture diversifiée et respectueuse de l'environnement, grâce au concours d'un producteur consultant". Une sorte d'Alliance Provence locale donc... Pour l'heure, Le Panier Marseillais demeure à moitié vide, car seuls 15 des 30 Amap ont choisi de rejoindre la nouvelle fédération.

Chacun des trois acteurs jure ses grands dieux qu'il n'est pas question de faire comme le voisin, se défend de vouloir marcher sur ses plates-bandes, tout en affirmant que c'est lui qui est dans le vrai. "Ça s'appelle une crise de croissance, souligne Joseph Richard-Cochet, secrétaire général d'Urgenci, l'association qui a organisé le colloque international à Aubagne fin janvier. En 5 ans, 500 Amap se sont créées en France, dont plus de 130 en PACA ! Il serait bon de s'inspirer des Japonais, par exemple, qui fonctionnent avec leur Tekkei depuis 40 ans. Mais bon, ici, ce n'est pas le pays du fengshui ! Les conflits de personnes ont été tellement violents que les traces risquent de mettre encore du temps pour cicatriser".

Cela servirait pourtant la cause de l'agriculture, si tout le monde travaillait ensemble. Car, pendant que les acteurs associatifs s'étripent, leur concept est en train d'être recyclé par le secteur marchand (3). Ce dernier ne s'embarrassera pas forcément des mêmes considérations que les bénévoles qui œuvrent chaque semaine dans une Amap : assurer aux adhérents des légumes de qualité, produits dans le respect de la nature et, au producteur, une certaine stabilité financière et une revalorisation de son travail.

Jean Tonnerre ■

Article publié en février 2008 dans le n°49 du Ravi, le mensuel régional satirique de la région Paca. www.leravi.org

Moins zen qu'au Japon

Alors, elles sont parties où, les autres ? "Dans la nature, tels des chevaux sauvages, rigolent en chœur Denise et Daniel Vuillon, fermiers des Olivades près de Toulon (2). Comme nous, la plupart des producteurs et des Amap ont été dégoûtés du mode de fonctionnement d'Alliance Provence, qui privilégie la représentation au détriment du travail de terrain avec les agriculteurs. Certains nous ont rejoints en cours d'année pour créer une autre association : Créamap". Association nationale, Créa-

(2) Voir leur interview dans Silence n°342.

(3) Que cela soit dans les épiceries de quartier ou sur internet avec par exemple la SARL www.materre.net à Aix-en-Provence...

Démarquons-nous !

Les AMAP proposent une organisation originale permettant à un producteur de s'appuyer sur un réseau de consommateurs pour pérenniser ses débouchés. Un moyen qui s'avère efficace notamment dans le domaine du maraîchage biologique.

Officieusement depuis le 1^{er} janvier 2008, par peur d'une dérive de cette pratique, l'association Alliance Provence a déposé le nom. AMAP est donc devenu une marque. Cela pose de nombreuses questions et mériterait d'ouvrir un débat, débat qui concerne bien d'autres domaines.

Côté positif, une marque implique de remplir des conditions pour en bénéficier. C'est une sécurité pour assurer la pérennité d'une démarche. Notamment, Alliance Provence craint une dérive de l'agriculture biologique vers d'autres formes d'agriculture moins durables. Certaines AMAP fonctionnent correctement sur le plan social (lien agriculteur, consommateur), mais ont renoncé à faire de la bio.

Mais côté négatif, qui dit marque dit contrôle, centralisation, querelles de pouvoir et commerciales.

Certaines AMAP qui souhaitent expérimenter en toute diversité dénoncent une volonté hégémonique.

Un débat qui réapparaît dans de nombreux domaines

Dans la mouvance alternative, le débat touche de nombreux domaines. En agriculture bio, la mise en place d'un label gouvernemental AB aujourd'hui amoindri par les accords européens pose la question d'une dérive, et des associations comme Nature & Progrès ou les biodynamistes (mention Demeter) ont elles aussi une marque.

Dans le commerce équitable, la dérive observée autour de la démarche de Max Havelaar a provoqué des tentatives pour définir un label officiel... lequel risque finalement de favoriser les grosses structures au détriment des plus petites. Adhérer au réseau Minga ou à Artisans du monde permet de se différencier de la démarche.

Le débat touche également les salons écologiques qui se sont dotés d'une charte, l'éducation alternative avec l'affichage des pédagogies utilisées, le tourisme solidaire qui cherche à définir ce que pourrait être ce concept... Dans le domaine des médecines douces, le commercial l'emporte le plus souvent et les marques sont multiples...

La question est donc de savoir comment se protéger sans tomber ni dans le commercial, ni dans le centralisme.

Le débat dans les médias

Pour prendre un exemple concret, *Silence* n'est pas une marque. Nous n'avons pas de copyright sur nos articles. Mais comme cela est indiqué en tout petit dans le pavé légal en avant dernière-page, cela ne signifie pas une liberté totale de reproduction. Les illustrations (photos et dessins) restent la propriété des auteurs. Les textes peuvent circuler mais en mentionnant la source et sans utilisation commerciale ou publicitaire. Ainsi, l'information qui circule par le biais du média reste libre de circuler ailleurs. L'information n'est pas, pour nous, une marchandise.

Dans les médias alternatifs, il existe toute une gamme possible de pratiques pour éviter de tomber dans le domaine de la marchandisation. Sur internet, les définitions données autour du concept de *Creative commons* ou de *copyleft* permettent de découvrir toutes ces possibilités d'échanges non commerciaux.

Favoriser la coopération

Ce débat sur la "propriété" d'un nom (et d'une pratique via une charte) ne date pas d'aujourd'hui. Les mouvements anarchistes ont été pionniers pour dénoncer les conséquences de ces structurations par une marque.

Les SEL, Systèmes d'échanges locaux, sont actuellement traversés par ce débat. Les réseaux d'échanges réciproques de savoirs également. Dans le domaine politique, la différence se fait entre les réseaux, les fédérations et les partis. Après les écologistes qui se sont affrontés sur ce sujet dans les années 1980, le débat resurgit aujourd'hui autour de la décroissance...

Il serait bon de garder en "ligne d'horizon" dans nos démarches alternatives que l'important est de favoriser l'entraide et la coopération. Déposer une marque, c'est prendre le risque de passer dans le domaine de la compétition...

Michel Bernard ■

Un mouvement social ?

Entretien avec Claire Lamine, auteure du livre *Les Amap, un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ?*

S!lence : On assiste à une explosion des Amap depuis la création de la première d'entre elles en 2001. Quelles en sont les raisons et comment se déroule ce développement ?

Claire Lamine : L'essor des Amap est indéniable (500 à 700 aujourd'hui, certains parlent d'un millier), mais il est très différent d'une région à l'autre : 130 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, une cinquantaine en Ile-de-France, en Rhône-Alpes, en Midi-Pyrénées, une vingtaine en Languedoc-Roussillon ou encore en Alsace, le décompte est difficile à faire. Ces écarts d'une région à l'autre tiennent évidemment à l'histoire du réseau et de ses protagonistes : le phénomène a émergé en Paca, région aujourd'hui encore la plus riche en Amap, et par laquelle sont passés certains des animateurs actuels des autres réseaux régionaux, ce qui a pu y faciliter leur essor rapide. Cela tient aussi au potentiel de la demande locale : les régions plus urbanisées sont plus représentées, d'où la forte présence des Amap dans les trois régions Paca, Ile-de-France et Rhône-Alpes, à l'échelle nationale, et dans les villes de manière générale.

La diffusion des Amap ne tient ni du miracle ni de la génération spontanée. Elle résulte de l'investissement de dizaines de bénévoles et de celui des producteurs. Les modes d'« essaimage » des Amap sont divers : parfois une ou quelques personnes, déjà membres d'une Amap, s'en dissocient pour créer un autre groupe et une autre Amap sur un secteur plus proche de leur propre lieu de résidence ou sur le même secteur lorsqu'il y a une liste d'attente importante et que le producteur ne peut fournir suffisamment de paniers pour répondre à cette demande. Parfois, un consommateur intéressé par les Amap se met en contact avec une Amap existante ou avec la structure régionale les animant, lorsqu'il en existe une, pour envisager de créer une nouvelle Amap. Certaines Amap sont créées à partir de réseaux militants locaux, d'autres s'y relient après coup, certaines émergent aussi dans des entreprises.

Qui sont ces adhérents ? Seulement des personnes riches et /ou engagées ?

Uniquement des personnes riches non, mais plutôt — comme c'est aussi le cas pour la consommation bio — des personnes qui ont un niveau de diplôme et de qualification assez élevé, en tout cas supérieur à la moyenne nationale. Qui appartiennent à des professions assez caractéristiques :

les milieux enseignant et socio-culturel sont sur-représentés, mais ne sont pas forcément majoritaires. Il faut dire aussi que les Amap et les amapiens sont souvent citadins, même si ce sont des citadins qui ont bien souvent gardé un lien fort à la campagne, et même pour certains au milieu agricole, par leur origine familiale.

En revanche, les Amap ne concernent clairement pas, ou très peu, des ménages défavorisés. Elles sont, on s'en doute, absentes de nombreux quartiers. L'extension possible du système à d'autres groupes sociaux est souvent évoquée dans les débats des Amap et de leurs régions. Mais pour "démocratiser" l'accès aux Amap, il faut pouvoir repérer et toucher des publics qui spontanément n'iront pas d'eux-mêmes vers elles, et ensuite, leur rendre le système concrètement et financièrement accessible.

Est-ce que les Amap regroupent uniquement des personnes engagées, ça c'est une question clé. Dans le livre, je montre qu'il y a trois formes d'engagement, correspondant à trois visions du panier :

➤ un degré disons minimal d'engagement dans lequel le panier représente surtout un mode d'achat original de bons produits. Ce sont des gens qui viennent à l'Amap pour leur santé, ou par curiosité, mais qui ne s'intéresseront pas à d'autres formes de consommation responsable,

➤ pour d'autres, qui recherchent plutôt une consommation locale et des liens de proximité, l'Amap est un mode d'échange original avec un "fermier de famille", et l'engagement réside surtout dans le développement de liens interpersonnels entre consommateurs et producteurs.

➤ enfin, pour les consommateurs les plus engagés, le panier est à la fois un engagement au côté des agriculteurs, et un acte de consommation citoyen.

Mais ces formes d'engagement ne sont pas figées et le pari des Amap peut être d'amener les consommateurs les moins engagés à aller vers plus d'engagement. En outre, le fait même que les Amap ne prêchent pas que des convaincus mais touchent aussi des gens moins engagés n'est pas la moindre de leurs forces, car ce sont ces adhérents-là qui font « masse » et rendent visible le mouvement.

➤ Ile-de-France Fête des AMAP

Le 24 mai 2008 se tiendra la première fête des AMAP d'Ile-de-France de 15 h à 22 h au centre culturel La Clef, 21, rue de la Clef, 75005 Paris (M° Censier ou Monge). 15 h : Musique, stands d'informations sur les AMAP, l'écologie, atelier de fabrication de conserves naturelles, mur d'expression libre, peinture pour enfants, expo photos des AMAP. 16h : Table-ronde animée par Ruth Stegassy avec des représentants des AMAP, de Terre de liens, des élus au conseil régional... Repas partagé, musique, projection du film *Homo Amapiens* et débat avec la réalisatrice Bénédicte Mourgues. Renseignements : tél : 01 45 23 42 19, www.amap-idf.org.



FRANÇOIS BILAK

Vous parlez d'une "re-qualification" des consommateurs par rapport au système de la grande distribution. Qu'est-ce que cela signifie ?

Pas seulement la grande distribution, mais plus largement le système agro-alimentaire « conventionnel » vise basiquement à dé-qualifier les consommateurs pour imposer ses produits. Par exemple, le développement des produits semi-préparés comme les pâtes à tarte, ou plus encore les plats cuisinés, entretient potentiellement une perte des capacités culinaires chez les consommateurs. Même l'affichage de toujours plus d'information nutritionnelle et touchant au mode de production sur les emballages de nos aliments est finalement peut-être plus une manière de sélectionner ce qu'on veut dire et ne pas dire aux consommateurs, pour leur vendre ce que l'on veut leur vendre, qu'une manière d'accroître leurs compétences. On peut faire le parallèle avec la dé-

qualification des travailleurs qui s'est opérée dans le processus de taylorisation des activités industrielles.

Dans le système des Amap au contraire, les consommateurs sont amenés à de nouveaux apprentissages tant sur les aspects culinaires que sur les questions liées à l'agriculture. Ils découvrent ou comprennent mieux les modes de culture, leurs étapes, leurs contraintes, ou encore les problèmes de protection des plantes. Tous les consommateurs rencontrés – en tout cas ceux qui restent dans le système ! – racontent qu'ils ont appris ou réappris à cuisiner certains légumes (ce qui leur a permis de se convaincre qu'ils n'étaient pas si mauvais que dans leurs souvenirs d'enfance). Cela est d'ailleurs facilité par l'échange de recettes, au travers en particulier des bulletins ou feuilles de chou qui chaque semaine accompagnent le panier de quelques recettes et de nouvelles de la ferme et de l'avancement des cultures ainsi que des éventuelles difficultés.

à lire

Les Amap un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs?

Claire Lamine
Ed. Yves Michel
2008 - 163 p. - 14 €

Fruit d'une étude sociologique de longue haleine sur le sujet, ce premier ouvrage sur les Amap vient analyser l'émergence d'un phénomène de société qui ne cesse de prendre de l'ampleur. Claire Lamine dresse le portrait de cette nouvelle forme d'échange marchand de proximité que constituent ces systèmes de "paniers" locaux.

Cette enquête invite à approfondir le questionnement : quel est le profil des "amapiens"? Quelle influence a ce mode d'alimentation sur leurs pratiques alimentaires, leurs modes de vie, leurs engagements politiques? Quelles trajectoires mènent des producteurs à s'y engager et quels sont les effets de cette pratique sur leurs modes de production? Quelles sont les valeurs qui sont mises en avant par les usagers? Claire Lamine examine aussi les limites de ces systèmes d'échanges et les questions qui se posent à leurs acteurs (les questions du "bio", de la mise en réseau...). L'étude permet de prendre conscience de la diversité interne à ce vaste mouvement et des enjeux qui le traversent, parmi lesquels ceux-ci : quelles conditions pour un développement à plus vaste échelle? En quoi les Amap participent-elles d'une dynamique politique plus large? Un livre qui se lit avec facilité et grand intérêt. GG.



Les Amap permettent-elles concrètement le maintien d'une agriculture paysanne? (moins d'un millier d'Amap pour plusieurs centaines de milliers de paysans menacés)

Bien entendu on peut voir les Amap comme une petite goutte dans l'océan agricole, peut-être plutôt comme de frêles esquifs bien à mal de contrer les courants dominants. D'autant que les Amap peuvent difficilement concerner tous les secteurs de l'agriculture, les grandes cultures notamment étant difficilement concernées par ce mode de commercialisation, même si des agriculteurs peuvent s'y impliquer pour une petite partie de leur production (de blé, par exemple). Au sein même des cultures maraîchères, les plus représentées au sein des Amap, il est difficile d'imaginer que cette formule soit une solution pour les dizaines de serres qui font faillite à cause de la concurrence des légumes espagnols ou d'ailleurs (même si individuellement, il s'est vu des paysans qui parvenaient à se convertir en Amap à partir d'un tel système). Il en va de même pour les gros arboriculteurs qui ont des dizaines d'hectares de pêchers avec un nombre de variétés très limité, d'autant que contrairement au maraîchage, l'arboriculture fonctionne par définition sur un temps assez long qui rend plus difficile une conversion.

En revanche, les Amap ont fait la preuve qu'elles pouvaient permettre à des paysans assez diversifiés de bien s'en sortir. Est-ce qu'ils ne s'en seraient pas sortis tout aussi bien avec d'autres formes de vente directe, telles que les marchés de producteurs ou les ventes à la ferme, ou encore les magasins collectifs, il est difficile de le dire. La plupart de ceux que nous avons interrogés apprécient en tout cas ce mode qui les engage plus directement avec les mangeurs (j'aime bien parler de mangeur citoyen plutôt que de consommateur ou consomm'acteur). Sur le long terme néanmoins, il est clair que la vente directe a globalement diminué pour les paysans.

Mais il faut dire aussi que si les Amap représentent une garantie d'écoulement pour les producteurs, c'est aussi une charge de travail assez énorme, liée notamment au besoin de diversification des cultures. En outre, si la formule épargne a priori le calibrage des produits, l'emballage est parfois nécessaire dans le cas de produits fragiles (comme les mescluns, les haricots verts, etc.) qui sont difficiles à distribuer en vrac aux consommateurs, ou encore parce que l'éthique des distributions de paniers qui voudrait que chaque adhérent évite de se jeter sur les plus beaux légumes reste plus théorique que pratique... et cela peut prendre beaucoup de temps.

La vraie question, c'est quel est le potentiel des Amap. Un levier majeur peut être le passage de l'approvisionnement de ménages à celui de la restauration collective, scolaire ou hospitalière.

Dans le livre, j'essaie de montrer que des formes d'organisation collective entre producteurs permettraient de conserver une certaine spécialisation et donc d'optimiser organisation, matériel et temps de travail, mais aussi de continuer, pour certains producteurs, à assurer des engagements vis-à-vis de clients plus "classiques" (grossistes, grande distribution), notamment lorsqu'ils ont des surfaces trop importantes pour les seules Amap. C'est certes s'éloigner de la pureté du concept mais c'est en tout cas un débat qui mérite d'être tenu, et contribuer à changer la nourriture de nos écoles et de nos hôpitaux peut être un challenge qui tolère un peu d'impureté (encore faudrait-il sur ce point aussi, veiller à la justice sociale et à l'équité territoriale d'une telle entreprise).

Y a-t-il des échecs et à quoi sont-ils dus?

Oui, il faut dire et répéter que les Amap ne sont pas la panacée, qu'elles ne sauvent pas tous les agriculteurs qu'elles pourraient attirer, et même que certains producteurs en Amap ont échoué et fait faillite. Les consommateurs ne sont pas toujours assez patients pour donner à un agriculteur qui s'installe ou qui change radicalement de système, le temps nécessaire pour acquérir les compétences nécessaires à une telle diversification, à une organisation très spécifique. Les agriculteurs ne se soutiennent pas toujours suffisamment entre eux. Les agriculteurs en difficulté eux-mêmes ont parfois du mal à demander de l'aide à leurs collègues ou à leurs consommateurs. Aussi on pourrait dire en forçant un peu le trait que les Amap sont un peu tiraillées entre deux profils d'agriculteurs, ceux qui réussissent en s'adaptant rapidement à cette nouvelle donne, et ceux qui échouent. On retrouve là un vieux poncif des discours sur la modernisation de l'agriculture. Sauf que dans notre cas il n'oppose plus des agriculteurs modernistes et des agriculteurs traditionnels en retard d'une moissonneuse batteuse, mais plutôt des agriculteurs compétents et solides, adaptables (même s'ils ont pu passer antérieurement par des phases difficiles), et des agriculteurs plus précaires, qui n'ont pas toujours les compétences adéquates pour assurer rapidement la satisfaction de leurs consommateurs.

Il peut sembler dommage que les Amap comme projet alternatif, ne parviennent pas vraiment à dépasser cette opposition, et que le modèle alternatif génère en quelque sorte ses propres exclus. On peut aussi se demander si création d'Amap et repérage pour appui aux paysans en difficulté ne devraient pas être des démarches mieux articulées.

Il arrive aussi que ce soit les collectifs de consommateurs qui soient en échec, bien qu'en ce cas il s'agisse plus de conflits qui se résoudront par des changements dans les structures de décision,

comme dans toute organisation un tant soit peu formelle, que de faillite comme dans le cas d'un producteur. Ce qui incite aussi à rappeler que les risques que prennent les consommateurs et les producteurs dans cette formule ne sont pas tout à fait symétriques...

Les Amap sont-elles une alternative à l'économie de marché ? Un lien possible avec les monnaies alternatives ?

La question du lien aux monnaies alternatives est intéressante, elle est d'ailleurs posée dans certaines Amap. Dans une Amap qu'a suivie ma collègue Nathalie Perrot avec qui j'ai travaillé sur le sujet, des adhérents qui appartenaient et appartiennent encore à un Sel (système d'échanges locaux) exprimaient une forte continuité entre les deux modes d'engagement.

Les points communs et les liens possibles ne manquent pas : l'absence de transaction monétaire au moment de l'échange des biens, le réseau et le collectif comme base des échanges, l'importance des apprentissages.

On peut imaginer que certaines participations aux travaux à la ferme soient rémunérés sous forme de panier, comme certaines Amap l'ont d'ailleurs envisagé en réfléchissant à de possibles formes de solidarité envers des ménages défavorisés, mais il ne faut ni être trop limite par rapport aux règles juridiques, ni, plus fondamentalement, remettre trop en question le principe de participation "égale" des adhérents aux tâches collectives, ce qui pourrait amener à recréer des inégalités internes, avec des gens qui acceptent de payer un peu plus leur panier pour que surtout on ne leur demande pas de participer et vice versa.

Les Amap sont-elles une réelle alternative à l'économie de marché, c'est aussi un vaste débat à la fois théorique, et très politique bien sûr. Si l'on regarde rigoureusement leur fonctionnement, n'en déplaise à certains militants, les Amap ne sont pas totalement « hors marché », loin s'en faut. J'ai montré avec une collègue plus spécialiste que moi des questions marchandes, Sophie Dubuisson-Quellier, qu'elles s'appuyaient bien sur des fonctionnements et des artefacts marchands (le prix moyen constaté sur le marché, par exemple).

Les Amap font même parfois l'objet de retours flagrants vers des fonctionnements de marché classiques, comme lorsque les consommateurs comparent les paniers de différentes Amap de leur ville avant de choisir celle à laquelle ils vont adhérer !

Cette réserve posée, les Amap forment un système marchand authentiquement alternatif au système de marché classique parce que le consommateur ne peut choisir ses produits, il s'engage

sur la durée, ce qui est tout de même inhabituel en matière d'achats alimentaires, parce que le système, bien qu'il y ait contrat individuel, suppose un collectif de consommateurs, et enfin parce que les conditions de production peuvent être discutées et en partie négociées par les producteurs et les consommateurs, même si dans les faits ces négociations sont d'ampleur très variable. L'échange marchand est donc doublement recadré, dans la durée et à l'échelle d'un collectif de consommateurs (ou de mangeurs citoyens !) et non plus d'individus.

Les AMAP, un mouvement politique ? Peut-on faire un projet politique basé sur la consommation ?

Que la consommation soit lieu d'expression et de lutte politique n'est pas nouveau, les mouvements consuméristes et coopératifs du dix-neuvième siècle sont par exemple là pour nous le rappeler. *A minima*, même si cela demanderait d'être discuté plus en finesse, on peut dire que la consommation en Amap est *potentiellement* un acte de nature politique car ce qui est visé n'est plus seulement l'intérêt individuel du consommateur mais à la fois un intérêt partagé col-



lectivement par un groupe de consommateurs et de producteurs et un intérêt général, associé à la préservation de l'environnement et au choix de certains types de pratiques agricoles. Cela reste *potentiel* puisque pour beaucoup de gens, le choix de l'Amap reste largement individuel.

Mais à l'échelle plus large, celui d'une Amap, plus encore celui de leurs réseaux régionaux ou nationaux, cette puissance politique est réelle et ne passe d'ailleurs pas inaperçue. Ensuite, il y a peut-être un choix à faire, entre continuer à insister du politique au cœur même du quotidien, y compris du quotidien de gens qui n'auraient jamais pensé qu'acheter leurs légumes pouvait justement prendre une dimension politique, et essayer de prendre place dans des débats politiques au sens plus classique et plus institutionnel. Ou bien, se donner les moyens de mener de front les deux types d'action politique, existentielle et institutionnelle.

Une autre raison pour laquelle le système prend un sens politique c'est qu'il redistribue en partie et là aussi potentiellement le pouvoir de décision entre ceux qui produisent et ceux qui consom-

ment, en tout cas, et là ce n'est pas que potentiel, en écartant les intermédiaires habituels des circuits liés à la grande distribution. Mais changer vraiment les pratiques de consommation à grande échelle supposerait de mailler le territoire aussi bien que le font les grandes surfaces, en bref d'occuper le terrain, sans parler de la question de la couverture des besoins "essentiels" et d'une réflexion, elle aussi politique, sur le déplacement de la frontière des besoins "essentiels" et "superflus". Enfin les Amap ont la vertu politique d'inciter des gens pas forcément très politisés, justement, à se poser des questions et débattre sur le présent et l'avenir de notre système agro-alimentaire.

Tout ceci étant dit, et trop vite dit, pour revenir à votre question, je ne pense pas qu'un projet politique puisse être basé sur la seule consommation, mais un projet comme celui des Amap est par essence politique, et peut certainement, grâce aux alliances et aux réseaux, grâce aux continuités et contiguïtés militantes, se relier à des projets politiques plus larges.

Entretien réalisé par Guillaume Gamblin ■



Francis Blaise



Francis Blaise